

LA FRANCE LIBRE

La France aux Français

Journal Populaire, Républicain Catholique

Christ et Liberté

ABONNEMENTS

Table with columns for location (LYON et départements limitrophes, Autres départements) and duration (UN AN, SIX MOIS, TROIS MOIS) with corresponding prices.

DIRECTEUR: F.-I. MOUTHON

LYON, Rue Condé, 35 bis - REDACTION & ADMINISTRATION - 35 bis, Rue Condé, LYON

ANNONCES

Les Annonces sont reçues, pour Lyon et la Région, à l'Agence V. FOURNIER, 14, rue Confort, et dans ses succursales de Saint-Etienne, Grenoble, Valence, Mâcon, Bourg, Chalon-sur-Saône, Dijon et Clermont-Ferrand, et aux BUREAUX DU JOURNAL. A PARIS: A l'Agence HAVAS, 8, place de la Bourse.

PICQUART AU CHERCHE-MIDI

LA JOURNÉE

L'« a été laissé » à M. Picquart, intègre et vaillant, n'a des chances pour continuer à se porter bien, car il est au secret pour un mois, et, durant ce temps, ni juifs ni dreyfusistes ne pourront l'approcher.

Le bon juif la « Lanterne » ayant publié une ignoble infamie contre Mmo Paulmier, celle-ci s'en est vengée en tirant six coups de revolver contre le secrétaire de la rédaction, croyant se trouver en présence du directeur.

La mort de l'empereur de Chine n'est pas confirmée. Cependant une révolution de palais a été décelée et de graves événements se préparent.

Les éthers voisins de l'Italie manifestent tout es leurs sympathies à l'Angleterre et espèrent bien la voir se substituer à nous à Tashvta.

Les plénipotentiaires espagnols de la commission de la paix s'embaquent aujourd'hui pour Paris.

Maisons ouvrières

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES (suite)

Après avoir vu dans mon dernier article les résultats mesquins obtenus chez nous par les coopératives de construction, je vais essayer d'exposer en quelques lignes l'organisation modèle des sociétés de l'Angleterre et surtout des Etats-Unis.

En Angleterre, jusqu'en 1867, les sociétés coopératives ne pouvaient acheter ou vendre des immeubles que pour les besoins de leur industrie. Dès qu'elles ont eu le droit de le faire sans cette restriction elles se sont empressées d'en user.

Après l'acte du 30 juillet 1874 elles peuvent emprunter, mais il leur est interdit de posséder d'autres immeubles que celui où se trouve le siège social.

Le petit capitaliste qui leur apporte son argent soit comme actionnaire, soit comme obligataire, fait en somme un placement hypothécaire, car l'hypothèque est la principale garantie des prêts consentis par elles. On y ajoute en général un contrat d'assurance en cas de décès, contrat permettant aux héritiers de l'ouvrier de conserver la maison dont le prix est incomplètement remboursé.

Une des plus florissantes parmi les nombreuses sociétés anglaises est l'Artisans Labourers and General Dwelling Company. Cette société encourage l'ouvrier à construire lui-même sa maison, ou du moins à en diriger la construction. Elle achète un terrain dans lequel elle perce des rues, construit des égouts, réserve des places, et limite le nombre des maisons, dont les propriétaires s'engagent par contrat à observer des règles d'hygiène déterminées. Le respect de ces clauses est scrupuleusement exigé.

Cette seule société a fait ainsi construire à Birmingham plus de 600 maisons.

A Shaftesbury park Estate, près de la gare Clapham junction, elle a fait aménager un espace de 1499 mètres carrés, aujourd'hui transformé en un quartier modèle, au sujet duquel M. Fawcett, dans son livre « Travail et Salaire », s'exprime ainsi :

L'ensemble montre la somme de sens pratique qu'un groupe d'ouvriers (car chacun fournit ses idées) peut apporter à un projet qu'ils ont à cœur, et il est impossible d'oublier en voyant ces maisons qu'un grand nombre de constructeurs sont les occupants eux-mêmes. Les hommes travaillent avec ardeur, sachant

qu'il s'agit de leur propriété, et de plus ayant le sentiment que ce n'est pas un projet d'assistance qu'ils réalisent, mais un projet d'indépendance complète.

En 1895, les Building Societies anglaises étaient au nombre de 3.730. Elles comprenaient 637.635 membres et les capitaux mis en mouvement par elles s'élevaient à plus d'un milliard.

L'organisation des Building Societies anglaises, qui sont en somme de vraies banques de dépôts, a donné lieu à de nombreux mécomptes dont il ne faudrait pas accuser l'institution elle-même, mais qu'il faut signaler car ils en expliquent la décadence rapide dans ces dernières années.

Aux Etats-Unis nous trouvons, arrivée à un degré de développement extraordinaire, l'application d'un système tout à fait spécial.

Les associations des Etats-Unis (Loan and building ss.) ressemblent d'une part aux sociétés mutuelles de crédit foncier, d'autre part aux sociétés de construction dites « coopératives ».

Ces associations ne demandent rien à la charité, rien à la philanthropie rémunératrice.

Leur fonctionnement se résume dans ces deux opérations : 1° Constitution d'un capital au moyen des cotisations des associés ; 2° Prêt de ce capital aux associés afin de leur permettre de construire des maisons.

Les associés souscrivent chacun un certain nombre d'actions, dont le versement n'est pas exigé dès le début ; il s'opère seulement par des versements mensuels, qui sont les cotisations des associés.

Lorsque les recettes atteignent une somme déterminée par les statuts, somme jugée suffisante pour permettre de construire une petite maison, le capital ainsi constitué est attribué à l'un des associés, soit par voie de tirage au sort, soit dans l'ordre d'inscription, soit par le procédé de la mise aux enchères, l'associé choisi étant celui qui offre, en plus de l'intérêt exigé, la prime la plus forte.

Celui-ci est à la fois emprunteur et associé, de sorte qu'il paie à chaque terme sa cotisation et l'intérêt de la somme adjugée.

Le paiement ainsi fractionné est garanti par les actions dont l'emprunteur est titulaire, et par une hypothèque sur la maison construite.

Sur ce type primitif on a créé plusieurs variantes, mais toutes les sociétés dont nous parlons s'en rapprochent plus ou moins.

Cette combinaison, qui fait de l'ouvrier emprunteur son propre prêteur, a obtenu aux Etats-Unis un succès considérable ; en 1893, dix diverses associations de ce genre possédaient 1.750.000 actionnaires.

A cette époque, la ville de Philadelphie à elle seule possédait 500 associations qui, dans le cours de l'année 1889, avaient prêtés 22 millions. Le nombre des petites maisons élevées grâce à elles était de 172.000 dans la ville de Philadelphie.

En dehors même de l'action directe de ces associations, les résultats obtenus par elles ont suscité la concurrence des entrepreneurs qui cherchent à établir des maisons au meilleur marché possible, et des prêteurs dont les capitaux cherchent un emploi dans les meilleures conditions de sécurité.

L'ouvrier qui désire simplement économiser pourrait bien s'adresser aux caisses d'épargne, mais les Loan associations lui offrent des avantages bien supérieurs : l'intérêt payé par les emprunteurs est très élevé ; la capitalisation de cet intérêt au profit des actionnaires, prêteurs et emprunteurs, se fait tous les mois, et ainsi la société bien dirigée arrive à sa liquidation avec un bénéfice comprenant le produit des intérêts payés et les primes (quand les sommes ont été adjugées au plus offrant). — bénéfice qui s'élève en 1896 à 6 1/2 pour 100 en moyenne.

A cette époque, le nombre des sociétés de ce genre était, aux Etats-Unis, de 6.100, ayant 1.390.000 contrats en cours, contrats portant sur un total de près de trois milliards de francs.

Ce succès, qui pourrait nous paraître invraisemblable si nous n'en trouvons la constatation dans une enquête officielle, doit être attribué en grande partie à l'éducation économique de l'ouvrier américain. Aux Etats-Unis, l'ouvrier sait quel avantage il doit retirer de ces caisses d'épargne obligatoires qui lui permettent d'obtenir en plaçant 650 dollars, 1.000 dollars en dix ans et dix mois, tandis que la caisse d'épargne ordinaire demanderait pour cela 840 dollars et un délai de quarante ans.

Cet article est déjà trop long, aussi conclurai-je simplement : « Pourquoi ne ferions-nous pas ce que font les Américains ? »

J. des AIGUIS.

L'ABBÉ CETY ET LE SOCIALISME ALLEMAND

(DE NOTRE CORRESPONDANT D'ALSACE)

M. l'abbé Cetty, l'apôtre de Mulhouse, qu'il est superflu de louer dans ce journal auquel il collabore, vient de résumer dans l'Association Catholique la situation du parti socialiste en Allemagne au lendemain de la réélection du Reichstag. Il ne dissimule pas que le socialisme a remporté à un nouveau succès, dû à la discipline, à l'ardeur et à la persévérance de ses paraisans.

Il comptait, en 1874, 379.512 suffrages. Il compte, en 1898, 2.125.000 voix, c'est à dire qu'il réunit plus d'adhérents que le Centre lui-même. Il avait sous la précédente législature 48 députés ; aujourd'hui 56. Le centre en a 108, les conservateurs 62, les nationaux libéraux 49. Sur 28 villes de plus de 100.000 âmes, 17 ont élu des socialistes.

Il est curieux de noter que tous les chefs — qui d'ailleurs sont renommés — appartenant à cette bourgeoisie ont approuvé la situation de l'Allemagne au lendemain de la réélection du Reichstag. Il ne dissimule pas que le socialisme a remporté à un nouveau succès, dû à la discipline, à l'ardeur et à la persévérance de ses paraisans.

Il est curieux de noter que tous les chefs — qui d'ailleurs sont renommés — appartenant à cette bourgeoisie ont approuvé la situation de l'Allemagne au lendemain de la réélection du Reichstag. Il ne dissimule pas que le socialisme a remporté à un nouveau succès, dû à la discipline, à l'ardeur et à la persévérance de ses paraisans.

Si le socialisme allemand fait des progrès, ses pontifes lui font en même temps subir une transformation, autant dire une déformation non moins remarquable. Ils déclarent que chacun est libre de garder ses convictions religieuses et que la nationalisation du sol n'attendra pas la propriété paysanne. Nous voilà loin de la fameuse formule de Bebel : « Nous voulons en politique la république, en économie le socialisme, en religion l'athéisme. »

Mais ce qu'il y a de plus frappant est l'organisation du parti. On retrouve là le caractère allemand, composé de patience, de passivité, d'énergie concentrée. Grâce à cette organisation les socialistes peuvent triompher d'une pression officielle qui distance de beaucoup tous les procédés d'intimidation employés en France. Les agents du Kaiser interdisent les réunions, surveillent les journaux, choisissent les jours non fériés comme jours de scrutin. Ces obstacles n'empêchent pas les agitateurs d'annoncer leur évangile, ni les journaux et les brochures de se propager par centaines de mille, ni les ouvriers de se rendre en masses aux bureaux de vote.

Mauvaise et détestable doctrine, certes, mais — il faut l'avouer — elle est servie par d'entrepreneurs disciples, unis comme les cinq doigts de la main, et que de mesquines rivalités ne dressent point les uns contre les autres, comme dans le parti catholique français.

« Oui, conclut M. Cetty, il est bon d'aller à cette école pour y apprendre l'intelligence de la situation, la passion pour l'œuvre, l'enthousiasme pour la cause, l'esprit de parti. L'obéissance aux chefs, la discipline, toutes ces choses enfin qui préparent les triomphes et sans lesquelles une cause est fatalement condamnée à mort. »

Echos & Nouvelles

LE TEMPS

Le baromètre a remonté rapidement sur le nord du continent et une zone de pressions supérieures à 765 m/m couvre les Iles Britanniques et la mer du Nord ; la pression est, au contraire, faible sur la moitié orientale de l'Europe et uniforme au voisinage de 763 m/m sur la France et l'Espagne. Le temps semble devoir être assez beau avec abaissement de température.

GRAINS DE BON SENS

Le train me ramenait, il y a quelques jours, d'un voyage de vacances. J'avais en face de moi un bon curé à la figure douce et bonne, et en même temps à l'air quelque peu martiale. A Roanne montent deux voyageurs... pas comme les autres. La vue du curé leur redonnait l'effet d'une douche d'eau bénite sur le diable.

Aussi décochent-ils quelques malhonnêtetés à l'adresse de l'ecclésiastique toujours impossible. La moultarde me monte au nez. « Mais, Monsieur le curé, dis je, mettez donc ces gens-là en place, s'il vous plaît. » « Eh ! mon cher ami, me répond le prêtre avec un sourire d'une extraordinaire finesse, il ne se passe pas de jour sans que quelque chien de mon village ne lève... la jambe contre mon église... et elle est toujours debout. »

Un article du « Progrès », du 21 courant, m'a rappelé l'histoire des chiens du curé. Il n'est pas le premier qui attaque l'Eglise, elle est encore debout. Plus durable que de la roche — sans jeu de mots, — elle subira encore bien d'autres assauts.

Un pluriel anonyme bien entendu, — on se cache pour faire de la besogne malpropre, — nous récite dans ledit journal un formidable complot.

Les jésuites voudraient s'emparer de l'armée. Que dis je ? ce serait déjà fait et toutes les fautes iraient aux membres des cercles militaires.

Hé bien, « Progrès », qui prétendez que les chefs exemplent de corvées et courent de faiseurs les soldats qui les fréquentent et vont à la messe, citez la garnison où les choses se passent de la sorte. Dites les officiers qui doivent leur avancement aux curés.

On vous en défie.

LE TIMBRE-POSTE

Qui aurait cru que la France est un des pays où l'on use relativement le moins des correspondances postales ?

C'est pourtant ce qui résulte des statistiques.

La France expédie en moyenne 19 lettres par habitant contre 21 en Allemagne, 43 en Angleterre, etc.

Cette infériorité peut tenir à l'outillage postal, moins complet que chez d'autres nations. Tandis que nous n'avons qu'un bureau par 72 kilomètres carrés, l'Allemagne en compte un par 24 et l'Angleterre un par 17.

Mais le grand obstacle à une plus grande diffusion des correspondances est certainement l'élevé du tarif de l'effranchissement.

Une lettre pesant 250 grammes ne coûte que 10 centimes en Suisse, 25 centimes en Allemagne, 30 centimes en Angleterre, pendant qu'en France nous devons la payer deux francs cinquante.

PHOTOGRAPHIE DES COULEURS

S'il faut en croire le « Héraud », une découverte appelée à un grand retentissement vient d'être faite en Amérique. Le problème de la photographie des couleurs, qu'on a dit résolu tant de fois et qui ne l'avait jamais été jusque-là, aurait enfin été résolu. Un américain du nom de James M. Donoghue, de Chicago, vient de mourir, laissant au monde cette merveille découverte à laquelle il avait travaillé pendant la plus grande partie de sa vie, sans jamais se laisser décourager par ses nombreuses déceptions.

Dans son procédé, purement mécanique, un rideau transparent, mais rayé des trois couleurs primaires, est placé entre l'éprouve négative obtenue par les moyens ordinaires, et l'objet polychrome à photographier. Après un développement de l'éprouve négative, on en tire une épreuve positive qu'on place sur le rideau, et dès lors, la photographie apparaît en couleurs.

D'après l'inventeur, ce procédé, dont l'Europe ne tarderait pas à voir les résultats, permet de reproduire photographiquement jus qu'aux nuances les plus délicates des fleurs, des corces d'arbres, etc.

LE CERVEAU DE BISMARCK

La corrélation entre le développement des facultés mentales et le poids du cerveau n'est pas, tant s'en faut, généralement admise par les anthropologistes. On a remarqué cependant que cette corrélation existait dans bien des cas, et les dernières constatations faites par Herz, Otto Amon et le professeur Shaffer, de Berlin, sur le crâne du Chancelier de Fer, vont probablement servir de thème de discussion entre les partisans de l'une et de l'autre théorie.

En effet, le cerveau de Bismarck ne pesait pas moins de 1.877 grammes. Or, si l'on doit faire les plus expresses réserves sur la rectitude du jugement et les procédés politiques du prince, il n'est pas possible de nier qu'il ne fût une grande intelligence.

Le poids moyen du cerveau d'un Européen serait estimé entre 1.350 et 1.400 grammes.

Parmi les hommes illustres dont on a fait l'autopsie, nous savons que l'encéphale de Dante pesait 1.470 grammes, celui de Schiller 1.536, celui de Kant 1.624, celui de Bryon 1.792 et celui de Cuvier 1.820 grammes.

Bismarck détient donc le record cérébral jusqu'à nouvel ordre.

CRISPI ET LUCCHENI

Un correspondant du « Temps » rapporte que Luccheni serait un grand admirateur de Crispi. Comme le substitut du juge d'instruction de Genève lui demandait : « Si vous aviez pu tuer le roi Humbert ou Crispi, l'auriez-vous fait ? » — Le roi, avec joie ! s'écria Luccheni, mais non pas Crispi. Oh ! non Crispi est un voleur. Il a volé un demi million. J'aurais volé bien plus encore à sa place. Il faut tirer son chapeau à un pareil voleur. Je ne tue pas un voleur ! La dessus, il se tut, en continuant à rire, puis il suivit les gentlemen en se dandinant.

Vallà qui est tout à fait flatteur pour M. Crispi, et c'est le cas de dire que cela, du moins, il ne l'a pas volé.

LA MORPHINE

Un docteur allemand vient de faire la statistique du nombre d'individus qui meurent en Prusse empoisonnés par la morphine.

Il en a compté jusqu'à 155 cas dans une année, soit 80 hommes et 75 femmes. Parmi les hommes, il y avait 20 docteurs en médecine, 2 pharmaciens et 2 gardes malades, qui moururent presque tous entre trente ans et quarante ans. Chez les femmes, on remarque des épouses de docteurs, des rentières, des sœurs de charité et même une camériste qui mourut peu de temps après sa maîtresse.

MES CISEAUX

Un bohème récite des vers fort ennuyeux qu'à la mis six mois à écrire et qu'il croit les plus beaux du monde.

— Parlez diable ! dit un de ses auditeurs, tant de talent et des souliers troués !

— Dis donc simplement qu'ils bagent, et c'est justice.

Nos Dépêches

Informations

LE MOUVEMENT DIPLOMATIQUE

Paris. — Le ministre des affaires étrangères nous prie de déclarer absolument finalistes les diverses informations publiées par certains journaux relativement au mouvement diplomatique.

La nomination de M. Paul Cambon est seule officiellement décidée. Ce n'est que dans quelques jours qu'elle paraîtra à l'Officiel.

LES ANTISEMITES D'ALGERIE

Alger. — Un meeting doit avoir lieu demain soir à Mustapha. Des démarches seront faites en vue d'amener une conciliation entre Max Régis et Mouheli. Il est peu probable qu'elles aboutissent.

LA NOMINATION DE M. CAMBON

Paris. — Demain doit paraître au Journal officiel le décret nommant M. Paul Cambon ambassadeur à Londres, en remplacement du baron de Courcel.

NOTRE EMPIRE D'AFRIQUE

Paris. — On annonce que le gouvernement de l'Afrique occidentale sera supprimé et remplacé par un gouvernement de Sénégai et du Soudan et des gouvernements locaux pour la Guinée française, la Côte-d'Ivoire et le Dahomey.

LE COMMERCE DE LA RUSSIE

Saint-Petersbourg. — Un intéressant tableau de statistique vient d'être publié sous le contrôle du ministère des finances. On constate que la France occupe la troisième place dans la liste des pays commerçant avec l'empire et se trouve être, avec la Belgique et l'Egypte, la seule dont les importations et les exportations aient augmenté en 1897. Ses importations ont, en effet, passé de 23.412.000 r. en 1896 à 24.683.000 en 1897, soit 1.272.000 d'accroissement.

De même, les exportations qu'elle a reçues de la Russie ont été de 58.208.000 r. en 1896, tandis qu'en 1897, elles sont de 63.684.000, soit une plus-value de 5.476.000 et une augmentation dans l'ensemble des relations commerciales, qui se chiffre par un montant de 6.747.000 r.

Ainsi que je le signalais dans un précédent rapport, la Belgique a, de son côté, considérablement accru et augmente sans cesse son activité commerciale.

Ses exportations ont été plus considérables que les nôtres en 1897 (25.037.000 r.), et n'eussent été les exportations très restreintes qu'elle reçoit de la Russie (32.718.000 roubles), elle aurait eu la troisième place parmi les pays commerçant avec l'empire.

Ses exportations ont augmenté de neuf millions 753.000 roubles (23.143.000 r. en 1896, 32.716.000 r. en 1897) et ses importations de 5.514.000 r. (12.523.000 r. en 1896, 38.237.000 r. en 1897).

Par contre, les importations allemandes et anglaises ont diminué de 2.190.200.000 r. pour la première, elles ont passé à 179 millions 800.000 r. soit 10.362.000 r. de diminution et de 11.041.000 r. pour la seconde elles sont tombées à 102.091.000 r., soit 8.950.000 r. de perte.

Les exportations ont également subi un recul d'environ 16.000.660 r. pour chacun de ces pays.

La construction de récentes usines, la mise en activité de mines et d'industries nationales nouvelles qui rendent la Russie moins tributaire de l'étranger et que les capitaux belges et français fondent chaque jour, expliquent ces diminutions de commerce de l'empire qui ne sont qu'apparentes ; son développement s'affirme, au contraire, chaque jour plus vivement.

L'AFFAIRE DREYFUS

LE JUIF LOOKROY EN TOURNEE

Paris. — La commission consultative de révision s'est réunie aujourd'hui au ministère de la justice à 2 heures où elle a siégé jusqu'à 4 h. 30. Après une suspension d'une demi heure la séance s'est continuée jusqu'à 7 heures.

Vers 6 heures M. Lockroy est venu au ministère de la justice où il a eu une entrevue avec M. Sarrien. L'entrevue a duré environ 20 minutes. A sa sortie M. Lockroy a déclaré que M. Sarrien allait demander à réunir demain matin les ministres en conseil de cabinet.

AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

M. Mérillon, avocat général à la cour de cassation, est venu conférer hier après-midi avec le garde des sceaux. A six heures, M. Sarrien recevait M. Bertrand, procureur général à la cour d'appel de Paris.

LES MINISTRES ET LES CHAMBRES

Paris. — On ne pense pas que le conseil des ministres se réunisse avant mardi. On assure que ce conseil sera très intéressant et que d'importantes résolutions y seront prises.

Il est possible que les Chambres seront convoquées pour une date plus rapprochée que celle récemment indiquée.

FAUSSE NOUVELLE

Le bruit de l'arrestation de M. Joseph Renauch, qui a couru dans la soirée, est absolument dénué de tout fondement.

GRAVE INCIDENT

Sous ce titre « Un grave incident », on lit dans le Soir :

L'enquête préliminaire a été conduite sérieusement et ce n'est pas à la légère que l'ordre d'informar a été donné par le ministre de la guerre. Aussi croyons-nous savoir que la semaine prochaine ne se passera pas sans un grave incident. On peut s'attendre, d'ici quelque temps, à de très grosses révélations qui ne feront pas précisément rire les syndicalistes. Nous n'en dirons pas plus long pour aujourd'hui.

PAPIERS MYSTÉRIEUX

On lit ce qui suit dans la France militaire :

Au moment où Dreyfus allait partir pour l'île du Diable, un médecin de la marine, le docteur R... fut appelé à lui donner ses soins. Il eut ainsi l'occasion de sentir, dans la doublure du vêtement du condamné, une liasse de papiers dont il s'empara. Ces papiers sont actuellement déposés, sous enveloppe scellée et portant la mention : « A ouvrir qu'après ma mort. Signé R... », chez un notaire de M. C..., M. D..., à la discrétion professionnelle de qui ils sont confiés.

Peut-être, en présence des événements actuels, serait-il bon que le docteur R... communiqué à qui de droit sa trouvaille, elle contiendrait peut-être la clef de l'affaire Dreyfus. Quoi qu'il en soit, l'autorité militaire est d'ores et déjà avisée de l'existence de ce dépôt.

INTERPELLATION JULIEN DUMAS

Paris. — M. Julien Dumas, député de l'Ariège, a adressé la lettre suivante au ministre de la guerre :

Monsieur le ministre, La mesure prise par votre prédécesseur et par le gouvernement à l'égard de certains officiers chargés d'assurer le service des renseignements au ministère de la guerre vous ont, je n'en doute pas, conduit à envisager la prompte réorganisation de ce service qui touche parfois à des intérêts d'importance nationale. Les récents événements ne sauraient affaiblir la confiance de la nation dans l'armée et dans ses chefs mais ils soulevaient à mon sens, la question de savoir s'il convient de réserver désormais à des militaires des fonctions délicates et complexes qui confinent à la police.

Il ne m'apparaît pas que l'éducation morale et professionnelle de ces soldats

soient de nature à les préparer à de telles fonctions. De là les défilances lamentables qui ont si douloureusement ému la conscience publique.

J'aurai l'honneur de la rentrée du Parlement de vous interpeller sur les conditions dans lesquelles vous entendez procéder à la réorganisation du service des renseignements.

Veillez agréer, etc.

Signé : JULIEN DUMAS.

L'INTRUSION DE L'ARMÉE DANS LA POLITIQUE

Paris. — Le Phare de la Bretagne publie le texte d'une lettre adressée par le contre-amiral de la Revellère à M. Guieysse, député, ancien ministre des colonies, à propos de la lettre que M. Guieysse a écrite tout dernièrement sur le caractère judiciaire de l'affaire Dreyfus :

Brest, le 18 septembre.

Cher Guieysse,

Au moment où une partie de la presse appelle à la violence et au coup d'Etat, il est bon de rappeler à tous que tous doivent se courber devant la loi. On doit donc vous être reconnaissant de votre belle lettre du 15 septembre où vous exposez si clairement la vérité sur une question qui occupe tous les esprits.

Sans aucun doute, il appartient à la cour de cassation seule de statuer sur la révision. Quiconque est plus préoccupé de nos droits que des passions du jour ne peut penser autrement. Saisir la cour de cassation comme vous le dites si justement est la seule issue possible au débat dans lequel la France se débat pour son plus grand mal.

Ne pas reconnaître la souveraineté de la cour de cassation en cette matière, c'est faire l'abandon de toutes nos garanties qui nous ont coûté si cher, là est la question tout entière.

Cordialement à vous.

Contre-amiral de la REVELLÈRE.

Qui donc a remis cette lettre, probablement privée, qui constituerait sans cela l'intrusion de l'armée dans la politique ?

UN INCIDENT DIPLOMATIQUE

On mande de New York au Standard que M. Cambon, ambassadeur de France aux Etats-Unis, a reçu le rapport du consul de la Havane concernant un incident qui s'est produit au théâtre de la Havane, relativement à l'affaire Dreyfus. Cet incident ferait l'objet d'une question diplomatique.

OU EST M. ESTERHAZY ?

M. Esterhazy n'a nullement franchi la frontière, et s'il est allé à Londres, ce ne fut qu'un simple voyage aller et retour. Et, à ce propos, des journaux anglais qui le font résider à Londres, racontent l'anecdote suivante, qui a son charme :

Il y a deux jours, un confrère d'un grand journal anglais se présentait rue de Douai, disant venir, par le rapide, de la capitale de l'Angleterre. Il était porteur d'une lettre d'introduction qu'il présentait à Mme Pays, lui offrant de la mettre à même de traiter avec M. Esterhazy, et, par conséquent, de lui donner son adresse à Londres et autres lieux.

« Il est bien à Londres », ajouta le visiteur.

— Mais, puisque vous en venez, répondit la jeune femme, qui reconduisit le voyageur jusque sur le palier, en souriant ironiquement.

Mais, avant de partir, le journaliste eut soin de reprendre sa lettre de recommandation.

MEETINGS NATIONALISTES

Quatre-vingts délégués des comités d'arrondissement, chargés d'organiser la grande réunion patriotique qui se tiendra dimanche prochain, au vélodrome de l'avenue de la Grande-Armée, sous la présidence de M. Paul Déroulède, ont tenu une séance, hier soir. Ils ont arrêté les dispositions nécessaires pour assurer le bon ordre de cette réunion.

MANIFESTATIONS POUR L'ARMÉE

Alençon. — Deux manifestations sympathiques en faveur de l'armée ont eu lieu hier à Alençon. La première, à 11 heures du matin, au moment de l'arrivée de l'102<sup>e</sup> de ligne qui, de Paris et de Chartres où il était en garnison, va remplacer le 30<sup>e</sup> à Mayenne et à Domfront ; la seconde, au moment de l'arrivée de l'114<sup>e</sup>, qui remplace le 103<sup>e</sup> à Alençon. La foule massée sur la place d'Armes au moment de sa dislocation et de la son-

rie au drapeau a crié : « Vive l'armée ! » et acclamé les officiers.

L'ESPRIT D'A-PROPOS DES SECTAIRES

Usés. — Le conseil d'arrondissement d'Uzès a émis le vœu suivant : « Le conseil, plein de confiance dans l'armée qui est l'essence même de la nation, mais affirmant la suprématie de l'état laïque et du pouvoir civil, émet le vœu que la loi Falloux soit abrogée, que tous les candidats aux grandes écoles soient mis dans l'obligation de faire leurs études dans les établissements de l'Etat afin que la République poursuive avec énergie l'élimination de l'école.

FÉLICITATIONS A M. TILLAYE

M. Cerbart-Darmeville, sénateur de la Manche, vient d'adresser à M. Tillaye la lettre suivante :

Mon cher collègue et ami,

Je lis dans les journaux la lettre par laquelle vous donnez votre démission de ministre des travaux publics, et je m'empresse de vous adresser les félicitations d'une population unanime dans le sentiment de la trop faible punition d'un traître condamné sur la déposition de ses pairs et par ses pairs, unanimes également dans la réprobation des menées que nous subissons depuis trop longtemps.

On se rappelle que l'un des détenus les plus ardents du misérable de l'île du Diable blâmait naguère la conduite du général Gallé en déjouant les intrigués anglais à Madagascar, et soutenant énergiquement, lors de la réorganisation du marché financier, les rastaquouères étrangers de la coulisse dont quelques-uns allemands de naissance étaient, à la fois, naturalisés Anglais et Français. Tout ce qui est antifranchais est donc défendu par les partisans de Dreyfus. Voilà ce qu'on répète en émettant le vœu qu'on puisse comme ils le méritent ceux qui trahissent le pays et font sciemment ou inconsciemment le jeu de l'étranger. Ici, à Cherbourg, placé en avant-garde, nous sommes trop attachés à notre nationalité et à la République pour ne pas approuver pleinement votre conduite si nette, si digne, si française en un mot, et pour ne pas dire que vos compatriotes de la ville des anciens norrmans sont de cœur avec vous, avec M. Cavalgnae et avec le général Zurlinden.

L'AFFAIRE DREYFUS ET LES AFFAIRES Un vaste comité, composé de personnalités appartenant au commerce parisien, va se former et porter au président de la République ses doléances et l'expression de ses craintes. Il fera ressortir que la campagne d'injures contre l'armée et les scandales provoqués chaque jour, ont créé, à Paris et dans les grandes villes, un état d'anarchie qui peut avoir pour les affaires des conséquences funestes.

PICQUART AU CHERCHE-MIDI

Voici des détails complémentaires sur le transfert à la prison militaire du Cherche-Midi du lieutenant colonel Georges Picquart.

A quatre heures moins un quart, la levée d'écorce a été opérée à la Santé. Le prisonnier est monté dans un fiacre à galerie avec le capitaine Gery, du corps de gendarmerie de la prévôté, qui a pris place sur la banquette du fond de la voiture, à la gauche du lieutenant-colonel. En face d'eux prirent place un adjudant de gendarmerie et un inspecteur de la sûreté ; un second inspecteur se plaça sur le siège à côté du cocher. Il était alors quatre heures.

Le départ de la Santé s'effectua sans incident. Quelques journalistes suivaient à bicyclette la voiture qui se dirigeait au grand trot vers la rue du Cherche-Midi où elle arrivait à quatre heures et quart.

Le capitaine de la prévôté descendit le premier de la voiture : « Descendez, mon colonel », dit-il au prisonnier, et le lieutenant-colonel, suivi de ses gardiens, franchit en quelques pas le trottoir qui le séparait de la lourde porte de la maison d'arrêt.

A cet instant même, des cris de : « Vive Picquart ! » partirent d'un groupe de passants qui avaient pu apercevoir le prisonnier, toujours calme et froid, vêtu de noir, la Légion d'honneur à la boutonnière, au moment où il franchissait le seuil de la prison militaire.

Le directeur de la maison d'arrêt, prévenu depuis le matin de l'arrivée de son nouveau pensionnaire, attendait en grande tenue, entouré de soldats d'infanterie, à la porte du greffe.

S'attela à mon char. C'est, comme on le pense bien, Tonton qui parle. Il tira fort vivement ce char et Tonton commença à pousser à la roue.

Pour moi, j'hésitais. Pourquoi ? Il me plaisait, mais pas complètement. Sans doute je ne pouvais désirer un plus grand nom, ni une plus haute situation, un mari plus honoré.

L'estime du nom comme de l'homme était européenne. Il ne cachait pas qu'il avait une petite fortune, et, chose singulière, il conservait le respect général tout en faisant ce que la bonne compagnie pardonne le moins : il cherchait ouvertement un dot considérable.

Ma première impression lui avait été défavorable. J'avais commencé par le trouver banal et à dire de lui qu'il était l'amoureux des onze mille dots.

Mais l'impression ne dura pas. On ne tardait pas à comprendre qu'il est exactement le contraire de la banalité.

Il est, chose rare pour un Espagnol, de haute taille et blond.

M. d'Hauraucourt dit que c'est là le signe d'antiquité dans la grandesse d'Espagne et que ces familles grandes et blondes viennent des conquérants Visigoths, sans mélange de sang maure, bohémien ou juif.

Après avoir échangé le salut militaire avec le lieutenant-colonel Picquart, le directeur de la prison le fit pénétrer dans la salle du greffe où il procéda lui-même aux formalités d'usage.

Le lieutenant-colonel Picquart fut aussitôt après incarcéré dans une chambre préparée pour le recevoir. A quatre heures et demie, toutes les formalités d'usage en pareil cas étaient terminées et la sentinelle apostée à l'entrée de la prison, en faisait évacuer impitoyablement les abords à une cinquantaine de curieux, aidée dans cette besogne par quelques agents et les gardes républicains du poste de l'hôtel du conseil de guerre.

Des l'arrivée du colonel Picquart à la prison du Cherche-Midi, les mesures les plus sévères ont été prises. Le personnel de la prison a été rigoureusement consigné ; le poste de police a été doublé. En outre, une trentaine de gardiens de la paix ont été placés dans les dépendances du conseil de guerre ; ils se promènent par groupes de cinq ou six dans les rues avoisinantes.

Le colonel Picquart occupe, au premier, une chambre assez vaste, à côté de l'appartement du commandant de la prison militaire. Cette chambre est séparée de l'appartement du commandant que par l'escalier. Elle est meublée d'un lit, d'une table, d'un fauteuil, de deux chaises et d'une table toilette.

La chambre prend jour par une large fenêtre sur la cour de la prison, donnant sur la rue du Cherche-Midi ; mais le prisonnier, de cette fenêtre, ne peut voir ce qui se passe dans la rue que lorsque la porte d'entrée est ouverte ; le mur de clôture étant à la même hauteur que la fenêtre, intercepte au prisonnier la vue de la rue.

Le colonel Picquart s'est levé ce matin à six heures. A sept heures, il s'est mis à la fenêtre et a fumé quelques cigarettes. Pendant une heure environ, il a respiré l'air frais du matin, puis il est rentré dans sa chambre.

Le colonel Picquart fait venir ses repas du dehors ; c'est le même restaurant où se servait le commandant Esterhazy pendant son court passage au Cherche-Midi, avant sa comparution devant le conseil de guerre, qui sert le colonel Picquart. Le prisonnier n'a reçu aucune visite dans la matinée. Les abords du Cherche-Midi sont absolument calmes.

M. PICQUART AU SECRET

M. Picquart est au secret le plus absolu et la loi sur la publicité de l'instruction ne s'applique pas à la procédure suivie devant les conseils de guerre, il ne pourra correspondre avec M. Labori, son avocat, que par lettres ouvertes.

COMMENT LES POURSUITES FURENT ENGAGÉES

Du Temps : Nous savons aujourd'hui comment les choses se sont passées au sujet des poursuites contre le colonel Picquart.

Le soir où le général Zurlinden remit sa démission écrite au président du conseil, il lui apporta également le dossier de l'affaire du « petit bleu » en lui disant que l'instruction était terminée et qu'il y avait lieu de prendre une résolution.

M. Brisson lui répondit que du moment qu'il était démissionnaire, il était plus naturel de s'en remettre à son successeur.

A son entrée au ministère de la guerre, le général Chanolle trouva sur son bureau les pièces urgentes à signer, parmi lesquelles l'ordre d'informier dans l'affaire Picquart. Il signa cet ordre. Dans ces conditions, le général Zurlinden procéda conformément au Code de justice militaire.

Les ministres et le président du conseil lui-même ne connurent le fait que quand il était déjà consommé.

UN MEETING

Dans la soirée d'hier, un meeting organisé par le groupe d'études économiques et sociales, a eu lieu sous la présidence de l'inévitable M. de Pressensé. La réunion a voté un ordre du jour protestant contre la mesure prise contre M. Picquart.

A la sortie, quelques manifestations ont eu lieu. Quelques coups ont été échangés. La police a dispersé un groupe qui cherchait à aller manifester devant la prison du Cherche-Midi.

Le montrait cette courtisane espagnole qui est surtout de la dignité, qui vient de la volonté, non de la bonté, de l'orgueil, non de la grâce, et qui est faite bien plutôt pour plaire à celui qui la pratique qu'à celui à qui elle s'applique. Ce n'était pas une caresse, c'était un bouclier.

Je me suis jusqu'ici si constamment trompé sur les gens que je vanterais vainement ma perspicacité. On en pensera ce qu'on voudra. Mais j'étais sûr qu'il y avait dans cet œil grave, à l'expression froide, un petit coin de sauvagerie indompable et de ferveur vindicative.

Je faisais hérisser les cheveux de Tonton en lui parlant de Pizarre et de Montezuma, en lui assurant que les Espagnols sont portés à faire rôter les gens et que don Luis finirait par mettre sa femme à la broche.

Le colonel, outre les Dishley, avait une faible se pour les Campeador. D'abord il aimait tout ce qui est fier et altier ; puis il avait été bercé par une romance que sa mère chantait avec une guitare et où on parlait d'un « vieux château de l'Andalousie ».

LA PUNITION D'UNE INFAMIE

Paris. — Cette après-midi, une dame se présentait dans les bureaux de la Lanterne, rue Richer, et demandait instamment à parler à M. Milleraud. Sur le bulletin qu'on lui présentait, elle inscrivit le nom de Mme Bouilliant.

On l'introduisit aussitôt dans le bureau du secrétaire de la rédaction, M. Ollivier.

Dès que cette dame entra, M. Ollivier se leva pour la saluer, mais à ce moment la visiteuse sortant un revolver tira six coups sur M. Ollivier, qui fut atteint à la poitrine et à l'aîne.

Immédiatement arrêtée, l'auteur de cette agression fut conduite au commissariat de police où, aux premières questions, elle déclara être Mme Paulmier, femme du député du Calvados, M. Ollivier a été immédiatement transporté à l'hôpital Bichat. Son état est très grave.

Cette agression a été commise à la suite de la publication dans la Lanterne de l'entrefilet suivant :

Il est vraiment des âmes généreuses : M. Paulmier, député du Calvados, en possède une.

Vous souvenez-vous de certaine soirée où M. Paulmier fut giflé au Moulin-Rouge par un ami qui refusa formellement ensuite des excuses ?

L'agresseur, pour décliner l'honneur d'une rencontre, fit valoir des raisons aussi sages que décevantes : dans des lettres sentencieuses, il raconta que M. Paulmier était dans son propre ménage le plus heureux des trois et que s'il n'était plus, après trente ans de ses privilèges conjugaux, du moins profitait-il dans la plus large mesure d'un bien-être où ses anciens compagnons entraient pour une faible proportion.

Et M. Paulmier, battu et content, se tint coi.

Admiré dès lors le désintéressement de ce farouche vaillant, indifférent à tout ce qui peut atteindre son propre honneur, insouciant de sa réputation à laquelle il préfère certainement sa ceinture dorée, M. Paulmier ressentait d'indignation dès qu'il croit menacer l'honneur de son pays.

Le torchon juif avait publié une infamie, et Mme Paulmier ne trouvera aucun jury pour la condamner. Il est seulement regrettable que les juifs qui ordonnent d'insérer ces ordures trouvent toujours moyen de placer entre eux et ceux qu'ils calomnient, la poitrine d'un goym pour mettre à l'abri leur couraude.

La Mission Marchand

Nos bons voisins Rome. — Le Don Marzio examine longuement la question de Fashoda et termine ainsi son article :

« Nos intérêts sont entièrement opposés à ceux de la France, et dans les conditions de la politique actuelle, notre devise doit être : « Sempere avanti l'Angleterre. »

« Ce journal rappelle que ce sont les Anglais qui contribuent en grande partie à donner la vie aux ports italiens par leur transit.

« Ce sont également les Anglais qui volent avec plaisir croire la puissance de l'Italie, et enfin ce sont eux toujours, suivant cette feuille, qui appuient les Italiens dans leur entreprise coloniale.

LES BELGES EN FRANCE

Le congrès de la Ligue démocratique chrétienne belge qui vient de se réunir, à Liège, a voté sur les conditions morales et matérielles dans lesquelles travaillent les nombreux Belges employés en France.

Sous le rapport spirituel, la commission préconise l'envoi en Belgique de certains nombre de prêtres qui pourraient s'occuper de l'instruction religieuse aux « Franchimans » et les assister en cas de maladie. Ils demanderaient l'autorisation de conférer aux Belges dans leur église le baptême et le mariage.

Le gouvernement devrait s'informer par ses agents de la situation des Belges en France. Un consul connaissant les deux langues, devrait résider entre Paris et Lille, à Lens, par exemple, avec mission de protéger les intérêts des « Franchimans » et autres Belges qui, en très grand nombre sont envoyés des communes françaises, entre Paris et Lille, à cette dernière ville. Le nombre des consuls devra être augmenté dans les contrées où résident les Belges. Le gouvernement devrait accorder un crédit au rapatriement des Belges nécessiteux.

Les accidents du travail, les maladies, la vieillesse et la mortalité. Les « Franchimans » devraient organiser des caisses d'épargne pour les frais de voyage et les premiers jours d'arrivée en France. Ces sociétés feraient le plus grand bien. La résidence fixe deviendrait plus facile et plus générale. Le nombre des nomades diminuerait ; les conditions de travail seraient plus stables et établies de commun accord ; les ouvriers les plus capables seraient naturellement désignés comme chefs. Et l'on supprimerait l'abus de l'émigration des femmes et des filles.

Ces considérations se sont passées sans importance à l'on songe qu'il y a en France de quatre à cinq cent mille Belges. La chose vaut donc bien la peine qu'on s'en occupe.

La Paix Hisano-Américaine

Départ de la commission espagnole Madrid. — M. Monteros-Rios, président du Sénat et de la commission de Paris pour la paix, a présenté ses hommages à la reine en lui faisant ses adieux. La commission part demain samedi.

M. Monteros-Rios qui n'a pas renoncé aux frais de représentation, renonce cependant aux émoluments qui lui avaient été alloués.

Le Rapatriement

Madrid. — Le conseil estime que le rapatriement des troupes coûtera 100 millions de pesetas. On étudie le moyen de les obtenir ; mais on est arrivé à aucun accord définitif.

La Croix-Rouge

Saint-Petersbourg. — La Société de la Croix-Rouge russe a envoyé à la Société de la Croix-Rouge espagnole 40 000 francs pour être distribués aux victimes espagnoles de la guerre hispano-américaine.

La même somme a été proposée à la Croix-Rouge américaine, mais celle-ci a refusé en exprimant sa reconnaissance. D'après les journaux l'envoyé extraordinaire de Russie en Abyssinie reviendra bientôt à Saint-Petersbourg.

Le coût d'une guerre

Madrid. — Selon les chiffres officiels, la guerre de Cuba a coûté près de deux milliards depuis 1895.

LES TROUBLES DE CRETE

Adoption de la proposition italienne Saint-Petersbourg. — La France et la Russie auraient accepté la proposition de l'Italie avec cette modification suggérée par lord Salisbury, que la protection des musulmans crétois ne serait garantie par les quatre grandes puissances que dans la même proportion dans laquelle elle l'était par les troupes turques.

Les autres cabinets, comme on le sait, ont déjà adhéré à la proposition. Dans les cercles diplomatiques on était très occupé de l'attitude observée par l'Angleterre lors des derniers incidents en Crète.

Rome. — On dément de source officielle la dépêche du Daily Telegraph d'après laquelle l'Italie pourrait manifester l'intention de se retirer de la question crétoise.

L'EMPEREUR DE CHINE EST-IL MORT ?

Paris. — A la suite d'une dépêche relatant que l'empereur de Chine était mort, un rédacteur de l'Agence nationale a demandé au ministère des affaires étrangères si on pouvait confirmer ou infirmer cette nouvelle. Au quai d'Orsay, il a été répondu qu'on n'avait reçu aucune dépêche à ce sujet.

COURRIER DE L'ÉTRANGER

ALLEMAGNE

Berlin. — Le congrès socialiste de Stuttgart dont le comité directeur du parti préparé déjà le programme, s'occupera naturellement du dernier discours de l'empereur menaçant des peines les plus sévères les organisations des grèves, mais une autre question prendra une place importante dans les débats du congrès, celle de la participation des socialistes aux élections pour le Landtag prussien.

Si l'œil de l'espagnol demandait à brûler l'ennemi, la moustache du colonel demandait à lui percer le flanc. Elle se hérisait aussi vite que la prunelle de l'autre enflammait.

« Eh ! Monsieur, dit-il brusquement on n'a pas l'intention d'outrager un homme à qui on permet de rechercher la main de sa nièce. Vous en penserez d'ailleurs ce qu'il vous plaira, mais il ne sera pas dit que le colonel Bourgoington aura trompé qui que ce soit, et si votre honneur se cabre à la question, le mien m'ordonne de la poser. Je vous prie donc de répondre franchement : Voulez-vous de ma nièce avec une dot misérablement réduite à... vingt mille francs de rente au plus ?

Don Luis se promena un instant et revint s'asseoir.

« Ne croyez pas, Monsieur, que j'hésite, mais je voulais laisser évaporer. Enfin, vous êtes homme à comprendre qu'on soit susceptible sur l'honneur. Je réponds franchement. Si avant de connaître Mme de Herverlinghem j'avais su que sa fortune était si mince, j'aurais certainement dit que j'aurais préféré à sa fortune un autre homme. Je n'en suis plus sûr. Il se peut qu'elle soit réduite à la misère, à une vingtaine de mille francs de rente. Je vous en avais avisé afin que vous ne commenciez pas votre recherche si la dot entre pour un élément important dans vos vœux d'amour éternel.

Berlin. — Aux élections d'hier pour le conseil des députés, les socialistes ont perdu 5 sièges et en ont gagné 2.

Stettin. — L'empereur et l'impératrice viennent d'arriver ici pour assister à l'inauguration du nouveau port.

RUSSIE Saint-Petersbourg. — Le parti russe critique vivement l'article de la Gazette de Cologne au sujet de la question du protectorat des chrétiens en Orient. Les Novosti déclarent que cette proposition de la part du journal allemand n'a pas de raison d'être.

Buenos-Ayres. — Le gouvernement brésilien a ratifié le gouvernement de la République Argentine un délai de deux jours pour accepter la proposition d'arbitrage.

ARGENTINE ET CHILI Buenos-Ayres. — On assure que l'accord entre la République Argentine et le Chili est signé.

ÉTATS-UNIS New York. — Une dépêche de Rio-de-Janeiro annonce que des troubles ont éclaté mardi à São-Pardo, les autorités locales voulant empêcher la célébration de la fête nationale par les résidents italiens. Les agents durent intervenir. Plusieurs anarchistes furent blessés. La police garde le consuet. On manifeste des sentiments très amers contre les Italiens.

COLOMBIE ET ITALIE Rome. — Au sujet de la rupture des rapports diplomatiques entre la Colombie et l'Italie, les journaux officiels italiens entendent que la présence des délégués apolitiques à Bogota ne serait pas étrangère à l'attitude toute de dépit prise par le gouvernement ultra-catholique colombien.

Nouvelles Diverses

Revus de départ Cherbourg. — Le général Volz, commandant la brigade d'infanterie, de marine, a passé la revue du 1<sup>er</sup> et 5<sup>e</sup> régiments pour le départ des réservistes.

Après la revue, le général a réprimandé publiquement les réservistes, ces officiers capotés et soldats qui les ont pris de discipline, leurs quelques minutes pendant la période d'exercices. La population présente a acclamé chaleureusement l'armée et le général.

Drame de la jalouse Paris. — Un drame de la jalouse s'est déroulé ce matin rue S.-Luce-Arne. Un ouvrier bijoutier, âgé de 48 ans, nommé Guilmann, a tué sa maîtresse, en lui tirant trois coups de revolver. Il a essayé ensuite de se suicider avec la même arme.

Il n'a réussi qu'à se blesser grièvement. Il a été transporté à l'hôpital de la Charité. Son état est grave.

Cent-vingt pêcheurs noyés Memel. — Pres de 120 pêcheurs se sont noyés sur les côtes de la Russie entre Polanjour et Liban pendant la tempête qui a eu lieu dans la journée de lundi.

Retour de mission Saint-Petersbourg. — On annonce pour le commencement d'octobre l'arrivée à Tonia de l'explorateur Paul Labbé, chargé d'une mission par le gouvernement français de retour de l'Oural.

M. Labbé, qui rapporte des études très précieuses sur cette région, rentrera à Paris, à la fin d'octobre.

Petites Nouvelles

Budapest. — Le village de Mihalymza a été la proie des flammes. Il ne reste plus une seule maison sur les 200 que comprenait le village. Six adultes et 25 enfants ont péri dans les flammes.

Tours. — M. Wilson, dont la santé est assez chancelante depuis quelque temps, vient d'adresser au préfet d'Indre-et-Loire sa démission de maire et de conseiller municipal de Loches.

Rome. — L'éruption du cratère central du Vésuve augmente. Les explosions de cendres volcaniques sont très nombreuses. Les courants de lave sont très actifs.

Miraculeusement guéri de plusieurs maladies incurables, a fait le serment d'employer le reste de ses jours à faire connaître à tous ceux qui souffrent, la bienfaisante découverte à laquelle il doit son salut, et qui assure la guérison radicale de toute maladie causée par VICES DE SANG, Dartres, Boutons, Rhumatismes, Asthme, Bronchites, Goutte, Anémie, Goitre, Maladies scrofuleuses, etc. Écrire : L. Gervat, 45, rue de la République, Lyon.

Reponse explicative. Brochure gratuite.

UNE VEUVE Millionnaire PAR CH. D'HERICHAULT Ense et aratro, c'est la devise du colonel. Ce sont des mots latins signifiant qu'on a porté un fusil et qu'on aime les bergères. Je suis sûr que don Luis, avant ce moment-là, n'avait jamais regardé un meunier. Il parut si convaincu de la beauté des Dishley ou des South-down, que le colonel pardonna à Patatoz. C'est le nom d'un Espagnol qui détenait une ville d'une façon désagréable au grand père de Tonton. Cette visite de don Luis en Boulonnais dura jusqu'à la fin d'octobre et nous regagnâmes Paris au commencement de novembre. Ce n'était pas très pschutti. Mais Angèle et Albertine étaient empêchées, — Angèle l'était certainement et Albertine commençait à l'être, — et je voulais aider la chère mère dans son installation parisienne. M. Casteinau venait d'être nommé sénateur. A partir de cette visite et dès les premiers jours de notre arrivée, don Luis



SOUCCIS D'UN INSTITUTEUR
D'un des correspondants
La profession d'instituteur,
si délicate et si absorbante,

DEUX INFERIEURS de jolies
dix-neuf, bien construits, avec
des dispositions des plus modernes



COLOSSE DE RHODES
HENRI BONJOUR & CIE
Successeur de DUFFIN

Lyon, 42-44, Cours de la Liberté 42-44, Lyon

ACTUELLEMENT
EXPOSITION de MOBILIERES
PRETS A ETRE LIVRES

ATELIERS DE SCULPTURE, EBENISTERIE
SIEGES & TENTURES
PRIX DE FABRIQUE

Etude
A CÉDER A LYON
S'adresser à M. GAVAND,
48, rue de la Charité, Lyon.

REPRESENTANT
Pour quelques provinces de
la France, je cherche encore un
représentant pouvant s'occuper

EXTERNAT
DES
FRÈRES DU SACRÉ-CŒUR
25, quai de la Guillotière
LYON
Rentrée le 3 Octobre

VICHY
Famille honorable habitant
Vichy, louerait chambre et donnerait soins à
personne respectable. Ecrire
Gavin, 5, avenue de Lyon, Vichy.

MAUX DE JAMBES
VARICES - PLAIES VARIQUEUSES - ULCÈRES - DARTRES
GUÉRISON assurée. Soulagement immédiat par
L'EAU SOUVERAINE

PIANOS & ORGUES
DE TOUTES MARQUES
M. Lejeune
Médaille Diplôme du Conservatoire de Paris

AU BON SOLDEUR
12, rue Mazenod, Lyon
Vêtements p. hommes, mesure à
prix réduits. - Note: On reçoit
les bons du Crédit Ouvrier.

ORPH. LINE
anonyme
de gouvernement, cherche place de
gouverneur auprès d'un
enfant ou d'un bébé de compa-

STATUES DE ST ANTOINE DE PADOUE
NOUVEAU MODÈLE RECOMMANDÉ
STATUES RELIGIEUSES EN T. GENRES, CRÈCHES POUR NOËL

PIANOS D'OCCASION
Ch. CHAGNY, 60, av. de Noailles
(Prix le cours Morand)

HOTEL JEANNE D'ARC
(Petite-Bombardie)
PARIS-RICHELIEU, rue de la Bombardie, 5, LYON
8 francs par jour; Roues à partir de 2 francs

CHEMIN DE FER DE L'EST DE LYON
Dimanche 25 septembre 1898
TRAIN DE PLAISIR
Lyon-Saint-Genix
PRIX DES PLACES
DR LYON-EST
OU Villourbanne à
Pont-de-Cheruy... 1 fr. 50
Cremieu... 1 fr. 50
Sablonnères... 2.00
Morestel... 2.00
Les Avenières... 2.00
Aoste-St-Genix... 2.00

TOUS LES DIMANCHES
10 Centimes
LA FRANCE LIBRE ILLUSTRÉE
HIN VENTH
Dans tous les KIOSQUES, chez tous les MARCHANDS DE JOURNAUX
DANS TOUTES LES GARES

HOTEL DE ROME & DE BELLECOUR
4, rue du Peyrat, Lyon
Maison recommandée aux Familles

Nous recommandons spécialement
Le Magasin de Chaussures
A L'ESPÉRANCE
Le mieux assorti et vendant le meilleur marché
ARTICLES DE LUXE & FANTAISIE

SI VOS CHEVEUX TOMBENT
VÉRITABLE PETROLE HAHN
Grand Diplôme d'Honneur

RECHERCHES
Renseignements confidentiels. - Enquêtes
Missions. - France et Etranger.
Maison fondée et dirigée par M. RAYBAUD

NOUVEAUTÉ MUSICALE
Le PIANO-DOUBLE PLEYEL
est mis à la disposition de MM. les artistes et amateurs
qui voudront bien favoriser une visite à la Maison

R. CASTOLDI
CONSTRUCTEUR B. S. G. D. G.
3-4 & 6, imp. des Carmélites, & 32, montée des Carmélites, LYON

GUERISON RADICALE SANS OPERATION
de L'ONGLE INCARNE
par le Baume Presson
préparé à la pharm. HUTET, montée des Carmélites, 26, Lyon.

PAPIER SATIN POUR CIGARETTES
Le Meilleur Papier de France
Cahier gommé très pratique pour faire d'avance ou au moment des Cigarettes qui ne se déroulent jamais

BOURSE DE PARIS du 23 Septembre
Table with columns: FONDS D'ÉTAT, ACTIONS, OBLIGATIONS, COURS, etc.

BOURSE DE LYON du 23 Septembre
Table with columns: FONDS D'ÉTATS, OBLIGATIONS, ACTIONS, COURS, etc.

